

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT

Procès-verbal de la séance du **conseil d'administration** du Centre de services scolaire des Draveurs tenue en présentiel, le lundi **21 octobre 2024** à compter de **18 h30**.

PRÉSENCES :

Membres parents : René Villeneuve Anne-Marie Loiselle, Jérôme Maltais, Annie Goudreau, Marie-France Joanisse

Membres du personnel scolaire : Stéphanie Bourbonnais, Julie Roussel, Mireille Régimbald

Membres de la communauté : Micheline Marcotte-Boucher, Marc Pérusse, Gilles Morisset, Paul Loyer, Katherine Sarrazin (virtuel)

ABSENCES : Julie Laberge, Sara Duguay et Mélanie Saumure

SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS :

Madame Manon Dufour, Directrice générale, Monsieur Christian Laforest, Directeur général adjoint, M. Pierre Girard, directeur général adjoint, M. Frédéric Poulin secrétaire général par intérim et Madame Marie-Andrée Marquis, Coordonnatrice au Service des ressources éducatives.

CONSTATATION DU QUORUM, OUVERTURE DE LA SÉANCE ET RÉFLEXION

Le président, monsieur Jérôme Maltais constate qu'il y a quorum et déclare la séance ouverte.

C434-1024 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL EST PROPOSÉ par Paul Loyer que l'ordre du jour soit adopté avec l'ajout du point suivant : actions du CSSD en lien avec la situation de l'école Bedford au point 31 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité

C435-1024 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVIS DE LA SÉANCE DU 26 AOÛT 2024

IL EST PROPOSÉ par Anne-Marie Loiselle que le procès-verbal du 26 AOÛT 2024 soit adopté.

Adopté à l'unanimité

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT M

**C436-1024 ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVIS DE LA SÉANCE
EXTRAORDINAIRE DU 23 SEPTEMBRE 2024**

IL EST PROPOSÉ par Micheline Boucher-Marcotte que le procès-verbal du 23 SEPTEMBRE 2024 soit adopté.

Adopté à l'unanimité

AVIS DE SUIVIS AUX RÉOLUTIONS DU PROCÈS-VERBAL DU 26 AOÛT 2024

Tous les suivis ont été effectués.

AVIS DE SUIVIS AUX RÉOLUTIONS DU PROCÈS-VERBAL DU 23 SEPTEMBRE 2024

Tous les suivis ont été effectués.

DÉNONCIATION DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

Aucune dénonciation.

PAROLE AU PUBLIC

Madame Geneviève Simard, résidente du quartier Bellevue Sud et mère de trois enfants, s'est adressée aux membres du conseil d'administration pour exprimer ses préoccupations concernant la gestion des admissions dans les écoles de quartier. Elle a mentionné que ses enfants fréquentent différents établissements : l'un à l'école de l'Escalade, l'autre à l'école des Cépages, et le dernier au CPE « Les Enfants d'abord ». Elle déplore que son enfant de maternelle 5 ans, malgré sa proximité avec l'école de l'Escalade (située à 400 mètres de leur domicile) et la présence d'une fratrie dans l'établissement, ait été désigné comme un "enfant en surplus" pour l'année scolaire 2024-2025, ce qui signifie qu'il devra être déplacé vers une autre école.

Elle a souligné que, contrairement au CPE qui priorise l'admission en fonction de la fratrie, l'école de l'Escalade ne tient pas compte de ce critère. Elle estime que cette situation affecte le sentiment d'appartenance de son enfant à son quartier et à l'école, un lien important qu'il perdra en étant transféré ailleurs. Elle a aussi critiqué le système de pointage utilisé pour les admissions, qui favorise les élèves ayant fréquenté la maternelle 4 ans (obtenue principalement par les enfants ne fréquentant pas une garderie ou référés par un professionnel) au détriment des critères de distance et de fratrie. Actuellement, les enfants ayant fréquentés la maternelle 4 ans obtiennent jusqu'à 10 points, tandis que la distance ne rapporte que 3 points et la fratrie, aucun, sauf si l'ensemble de la fratrie est déplacé.

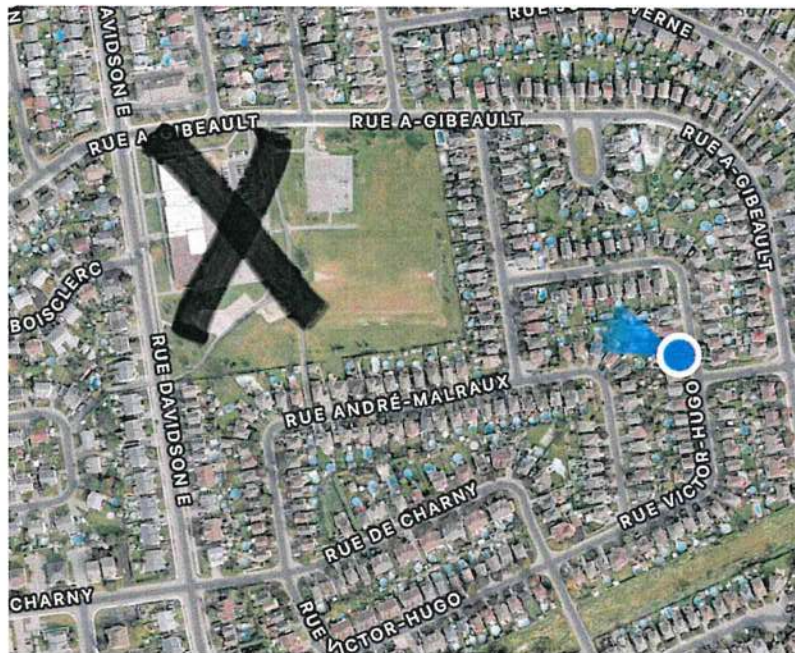
Madame Simard a exprimé son inquiétude face à ce déséquilibre qui, selon elle, nuit aux familles dont les enfants sont des marcheurs, forcés de se déplacer en autobus. Elle a demandé pourquoi les élèves de proximité sont déplacés pour accueillir des élèves plus éloignés dans l'école de quartier.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL *AK*
INITIALES DU PRÉSIDENT *LM*

Elle a également soulevé la possibilité d'ajouter des classes portatives pour éviter le déplacement d'élèves et a questionné la logique derrière le déplacement de son fils, qui satisfait aux critères de distance et de fratrie, alors que d'autres élèves admis ne répondent qu'à un seul critère.

En conclusion, Madame Simard a remercié les membres du conseil pour leur écoute et leur attention envers cette situation préoccupante. En complément d'information, voici une photo appuyant ses propos:



**C437-1024 ÉTATS FINANCIERS 2023-2024 DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE
DES DRAVEURS**

PRÉSENTATION DE MARCIL LAVALLÉE

• **RAPPORT D'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS ET DES RENSEIGNEMENTS
COMPLÉMENTAIRES INSCRITS AU RAPPORT TRAFICS**

• **RAPPORT D'AUDIT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS**

• **RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE PROCÉDURES
CONVENUES PORTANT SUR DES INFORMATIONS FINANCIÈRES CONTENUES
DANS LES ÉTATS FINANCIERS**

CONSIDÉRANT le rapport de la firme Marcil Lavallée, S.E.N.C./G.P., auditeurs externes embauchés conformément aux dispositions de la résolution DG252-0424 et à l'article 284 de la Loi sur l'instruction publique (LIP) ;

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

CONSIDÉRANT l'avis public parut à cette fin dans le journal Le Droit en date du 5 octobre 2024 en vertu de l'article 286 de la LIP, ainsi que la publication des états financiers résumés en date du 12 octobre 2024 en vertu de l'article 287 de la LIP;

CONSIDÉRANT la recommandation du Service des ressources financières, du comité de répartition des ressources, du comité de vérification et de la Direction générale ;

IL EST PROPOSÉ par Micheline Boucher-Marcotte d'approuver les états financiers 2023-2024 du Centre de services scolaire des Draveurs.

Adopté à l'unanimité

**C438-10124 AFFILIATION DU CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES DRAVEURS
AU RÉSEAU DU SPORT ÉTUDIANT DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS**

Un membre a demandé si le montant proposé pour l'affiliation représente une augmentation par rapport aux années précédentes. Il a été confirmé que, oui, ce montant est effectivement en hausse comparativement aux affiliations des années antérieures.

CONSIDÉRANT que l'affiliation des centres de services scolaires au Réseau du sport étudiant du Québec symbolise la reconnaissance de ces dernières aux buts que poursuit ce réseau conformément à ses lettres patentes ;

CONSIDÉRANT la recommandation du Service du secrétariat général et des communications et de la Direction générale ;

CONSIDÉRANT qu'à titre de membre du Réseau du sport étudiant du Québec en Outaouais, le Centre de services scolaire des Draveurs déclare détenir une assurance responsabilité civile pour un montant minimum de 2 000 000 par sinistre le protégeant, de façon adéquate, relativement à la réalisation de toutes activités pouvant lui être confiées par le réseau du sport étudiant et devant se tenir sur ses sites ou tout autre site identifié par lui. La police couvre les périodes comprises entre le 1er juillet 2024 et le 30 juin 2025 ;

IL EST PROPOSÉ par Anne-Marie Loiselle que le Centre de services scolaire des Draveurs paie une affiliation de 0.81 \$ (primaire) et 0.91 \$ (secondaire) basée sur un critère PER CAPITA de la population scolaire du centre de services, et ce au 30 septembre de l'année scolaire en cours. Cette affiliation symbolise la reconnaissance du centre de services scolaire aux buts que poursuit le Réseau du sport étudiant du Québec en Outaouais conformément aux lettres patentes de cette dernière.

Adopté à l'unanimité

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS SCOLAIRES ET DES INDICATEURS DE RÉUSSITE DE JUIN 2024

Il y a présentation des résultats par Mme Manon Dufour. Mme Dufour a été félicitée pour les bons résultats présentés. Lors de la séance, un membre a posé la question de savoir si les établissements scolaires plus vulnérables manifestaient une ouverture à recevoir de l'accompagnement. En réponse, il a été précisé que le niveau d'implication des écoles peut effectivement varier.

Il a été souligné que le calendrier prévoit 20 journées pédagogiques durant lesquelles les équipes-écoles peuvent bénéficier d'un accompagnement. Cependant, il est nécessaire de respecter l'autonomie professionnelle des enseignants, encadrée par l'article 19 de la Loi sur l'instruction publique. Par ailleurs, l'article 8.2.01 de la convention collective des enseignants stipule que ces derniers doivent collaborer avec leurs collègues ainsi qu'avec les professionnels de l'école pour répondre aux besoins individuels des élèves.

La discussion a aussi mentionné qu'une jurisprudence existe, confirmant que les formations offertes par l'employeur peuvent être rendues obligatoires lorsqu'elles se déroulent durant les heures de travail. De plus, les enseignants doivent compléter les 30 heures de formation prévues par la Loi sur l'instruction publique. Néanmoins, il a été précisé qu'il demeure essentiel de prendre en considération les besoins spécifiques des enseignants dans toute démarche d'accompagnement.

Il a été constaté des écarts significatifs entre le taux de réussite en interne, représentant les notes attribuées par les enseignants durant l'année scolaire, et le taux de réussite aux examens ministériels. À ce sujet, un membre a demandé s'il existe un suivi spécifique pour les cas présentant de tels écarts importants.

En réponse, il a été indiqué que plusieurs mécanismes de suivi sont en place. Les directeurs généraux adjoints procèdent à des suivis réguliers, le Bureau de la statistique intervient également dans l'analyse des résultats, et certaines journées pédagogiques peuvent être allouées pour aborder cet enjeu. Par ailleurs, des comités en évaluation sont actifs et révisent les pratiques évaluatives, favorisant ainsi une meilleure cohérence entre les évaluations scolaires et les exigences ministérielles.

Le membre a suggéré que, pour l'année prochaine, un tableau récapitulatif présentant les écarts entre le taux de réussite interne et celui aux examens ministériels soit mis à disposition pour chaque école et présenté aux membres du conseil d'administration. Il a été convenu qu'un suivi serait effectué afin de répondre à cette demande pour l'année scolaire suivante.

En réponse à une question portant sur la modération aux examens ministériels, Mme Dufour explique que la modération appliquée aux examens de sanction du ministère de l'Éducation du Québec est un processus visant à harmoniser les résultats des élèves pour assurer l'équité et la comparabilité des notes entre différents établissements scolaires. Cette pratique s'applique aux examens ministériels administrés dans les écoles secondaires, et son objectif principal est d'atténuer les disparités potentielles dans les pratiques d'évaluation des enseignants ou les variations dans le niveau de difficulté d'un examen d'une année à l'autre.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

La modération peut inclure des ajustements aux résultats obtenus par les élèves à l'examen pour corriger, par exemple, des résultats exceptionnellement bas dans certains groupes ou des différences notables entre la note d'école (note cumulative donnée par l'enseignant durant l'année) et la note obtenue à l'examen. En pratique, la modération permet de :

1. **Uniformiser les critères de correction** : s'assurer que les critères appliqués lors de la correction des examens sont équivalents à travers toutes les écoles.
2. **Corriger les écarts** : ajuster les notes dans des situations où des écarts importants sont constatés entre les résultats de l'école et ceux de l'examen ministériel pour un même élève ou une même cohorte.
3. **Assurer la validité des résultats** : permettre que les résultats finaux reflètent avec précision le niveau de compétence des élèves, indépendamment des conditions spécifiques à chaque établissement.

Ainsi, la modération vise à garantir que les élèves sont évalués de manière juste et uniforme à l'échelle provinciale, en tenant compte de la diversité des pratiques pédagogiques et des contextes scolaires.

À une question portant sur le stress des élèves aux examens ministériels, on indique que les éléments suivants peuvent être pratiqués en classe :

Préparation graduelle et régulière

- Encourager les élèves à réviser progressivement tout au long de l'année plutôt que de tout étudier en dernière minute. Les enseignants peuvent offrir des exercices et des révisions régulières qui imitent le format de l'examen pour les familiariser avec les attentes.

Créer un environnement de simulation d'examen

- Organiser des simulations d'examen dans des conditions similaires à celles de l'examen officiel peut réduire le stress. En reproduisant l'environnement et les consignes de l'examen, les élèves peuvent mieux anticiper ce qui les attend et s'y habituer.

Organisation et gestion du temps

- Aider les élèves à se familiariser avec la gestion du temps lors des examens en leur donnant des stratégies pour répartir leur temps en fonction de la longueur des questions et de leur difficulté. Ils peuvent, par exemple, commencer par les questions qu'ils trouvent plus faciles pour prendre confiance.

SUIVI DES COÛTS DE CONSTRUCTION SUPPLÉMENTAIRES POUR LES CONTRATS

Les membres prennent connaissance des coûts de construction supplémentaires ci-dessous

Autorisation de la directrice générale Coûts supplémentaires de plus de 10 %						
Date d'autorisation	Établissement	Projet	Coût initial du contrat (Incluant les options)	Coût supplémentaire	Description du coût supplémentaire	Coûts supplémentaires à ce jour

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL *CA*
INITIALES DU PRÉSIDENT *JN*

9 août 2024	C.F.P.C.O. Maloney	Aménagement de classes ATP	181 478.24 \$	29 139.31 \$	Mise à niveau et unification des différents sous-planchers.	39 896.71 \$
10 août 2024	École du Nouveau-Monde (édifices Renaud et Paquin)	Réfection de toitures, des gouttières et conduits pluviaux	1 697 330.00 \$	16 020.37 \$	Réalisation d'un dispositif de drainage ponctuel connecté au réseau pluvial de la cour d'école.	269 782.77 \$
19 août 2024	École Polyvalente Nicolas-Gatineau	Remplacement du compacteur à déchets	193 707.00 \$	17 168.28 \$	Démolition d'un mur de brique et installation d'un parement métallique avec une nouvelle isolation.	50 693.30 \$
30 septembre 2024	Tous les établissements	Entretien et inspection de système alarme incendie et gicleurs (1er juillet 2019 au 30 juin 2024)	203 613.78 \$	82 703,37 \$	Ensemble des appels de service d'urgence et des réparations suite aux inspections annuelles pour le contrat qui s'est terminé le 30 juin 2024.	82 703.37 \$
30 septembre 2024	Tous les établissements	Contrat de service pour des travaux de vitrerie (1er février 2023 au 30 octobre 2024)	51 250.00 \$	16 398.42 \$	Surplus de contrats en raison des délais de réception des matériaux.	16 398.42 \$
Total			161 429.75 \$			

Concernant le suivi des coûts de construction supplémentaires approuvés par la directrice générale, il est précisé que ces coûts demeurent difficiles à prévoir, même avec l'appui de firmes spécialisées en estimation. En réponse à cette difficulté, des démarches sont en cours avec le Bureau de la statistique pour développer des outils d'intelligence artificielle (IA) qui permettraient d'améliorer la précision des prévisions budgétaires en matière de construction. L'objectif est de créer des modèles prédictifs capables d'anticiper les fluctuations et les imprévus liés aux projets de construction, en tenant compte des variables économiques et des tendances du marché de la construction.



C439-1024 ENTÉRINEMENT – DEMANDE D'AJOUT D'ESPACE – PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2025-2035 – ACQUISITIONS DE MODULAIRES AUX ÉCOLES POLYVALENTES NICOLAS-GATINEAU ET DE L'ÉRABLIÈRE

Le conseil d'administration a discuté de la demande d'ajout d'espace liée à la croissance de la clientèle et aux besoins d'offre de service au niveau secondaire pour les prochaines années. Cette demande concerne spécifiquement les écoles polyvalentes Nicolas-Gatineau et l'Érablière.

Un membre du conseil a interrogé sur l'impact potentiel de cette demande sur les chances d'obtenir l'approbation pour la construction d'une nouvelle école secondaire dans les années à venir. Il a été confirmé que cela pourrait influencer la réponse du ministère, car l'ajout d'espaces supplémentaires augmente le nombre de pieds carrés disponibles dans les écoles existantes, réduisant ainsi le besoin perçu pour une nouvelle construction.

Une autre question a été soulevée quant à l'accessibilité universelle pour les élèves en situation de handicap. Il a été précisé qu'un ascenseur est disponible à l'école de l'Érablière pour faciliter l'accès des élèves ayant des besoins particuliers.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

L'objectif est de finaliser l'ajout de ces espaces pour la rentrée scolaire 2026.

CONSIDÉRANT la lettre datant du 11 juillet 2024 reçue du ministère de l'Éducation qui concerne le lancement de l'appel de projets en prévision du *Plan québécois des infrastructures 2025-2035* afin de présenter des demandes d'ajout d'espace ;

CONSIDÉRANT la capacité d'accueil reconnue par le ministère de l'Éducation pour l'ensemble des écoles du Centre de services scolaire des Draveurs ;

CONSIDÉRANT la croissance de la clientèle du secondaire depuis quelques années ;

CONSIDÉRANT les prévisions démographiques indiquant une croissance marquée de la clientèle fréquentant ces deux établissements ;

CONSIDÉRANT l'objectif du Centre de services scolaire des Draveurs, par sa politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves et du ministère de l'Éducation et par l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique de maintenir, dans la mesure du possible, les élèves à proximité de l'école ;

CONSIDÉRANT la volonté du Centre de services scolaire des Draveurs d'éviter la dispersion des élèves d'un territoire dans plusieurs écoles ;

CONSIDÉRANT la recommandation du Service des ressources éducatives et de l'organisation scolaire, du Service des ressources matérielles et de la Direction générale ;

IL EST PROPOSÉ par monsieur Jérôme Maltais d'entériner la demande au ministère de l'Éducation pour une demande d'ajout d'espace dans le cadre du *Plan québécois des infrastructures 2025-2035* afin d'acquérir des modulaires aux écoles Polyvalentes Nicolas-Gatineau (10 classes 2 laboratoires, Toilettes, deux étages) et de l'Érablière (4 classes, 1 laboratoire, Toilettes, un étage).

Adopté à l'unanimité

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE : #23237

Contexte : La plainte concerne un élève dont le transfert en classe spéciale a été décidé par le Centre de services scolaire (CSS). Le parent se demande si cette décision repose sur une analyse adéquate des besoins de l'élève.

Conclusion : La décision de transfert est jugée appropriée par le Protecteur national de l'élève, car elle s'appuie sur une évaluation rigoureuse effectuée par l'équipe-école, tenant compte des besoins éducatifs de l'élève. Le placement en classe spéciale pour l'année scolaire 2024-2025 est jugé pertinent. Le rapport précise également que l'école n'avait pas l'obligation d'offrir un soutien scolaire pendant l'été, et aucune indication ne prouve qu'un tel service était nécessaire.

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE : #25255

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
INITIALES DU PRÉSIDENT

AS

AS

Contexte : Le parent d'un élève a demandé le transfert de son fils vers l'éducation des adultes, en raison de problèmes de santé de l'élève et de difficultés scolaires liées à un traumatisme. La demande a été refusée parce que l'élève n'avait pas encore atteint l'âge de 16 ans avant la date limite.

Conclusion : Le rapport conclut que, conformément à la Loi sur l'instruction publique (LIP), l'élève doit avoir 16 ans avant le 1er juillet pour être admis à l'éducation des adultes. Bien que le parent ait souhaité une dérogation en raison des circonstances particulières, le CSS a appliqué les règlements en vigueur et ne peut accorder une dérogation. Le Centre de services scolaire doit continuer à offrir des services éducatifs adaptés à l'élève jusqu'à la fin de l'année scolaire suivante.

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE : #26599

Contexte : Un parent déplore que son enfant soit transféré dans une autre école pour l'année scolaire 2024-2025 en raison d'un dépassement de la capacité d'accueil dans l'école initialement choisie. Le parent remet en question le pointage d'admission qui priorise l'ancienneté.

Conclusion : La conclusion explique que la Loi sur l'instruction publique permet aux parents de choisir l'école de leur enfant, mais que ce droit est soumis aux critères d'inscription définis par le CSS. Lorsqu'une école dépasse sa capacité d'accueil, les critères de proximité, de fratrie et de stabilité sont prioritaires. Le transfert de l'élève a donc été effectué conformément aux critères établis, et le CSS a respecté la loi dans la gestion des inscriptions en surplus.

C440-1024 SUIVIS AUX RECOMMANDATIONS DU PNÉ – PLAINTÉ 26599

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 26599 ;



CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 26599) ;

CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Micheline Boucher-Marcotte d'approuver les suivis ci-dessous aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 26599).

R1 : Analyser la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves afin de s'assurer qu'elle respecte l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique, notamment l'aspect de la disproportion du critère de stabilité relevée ci-haut sur les deux autres critères énoncés à l'article, et la corriger, le cas échéant.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

Le CSSD compte analyser sa Politique actuelle d'admission et d'inscription annuelle des élèves au regard de l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique et ses implications. Le cas échéant, des consultations seront effectuées auprès des instances concernées et des modifications à la Politique seront proposées au conseil d'administration pour une éventuelle adoption.

R2 : Informer la protectrice régionale de l'élève de l'analyse et, le cas échéant, des corrections effectuées à la Politique, dès leur achèvement.

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

R3 : Adopter, le cas échéant, la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Après analyse et consultations auprès des instances concernées, le CSSD compte, le cas échéant, adopter la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE : #27629

Contexte : Une plainte similaire à la précédente concerne un parent qui conteste le transfert de son enfant vers une autre école à cause d'un dépassement de capacité.

Conclusion : Le Protecteur de l'élève confirme que, bien que le droit de choisir l'école existe, il n'est pas absolu. Lorsque le nombre d'élèves excède la capacité d'accueil, des critères de priorisation tels que la proximité, la fratrie, et la stabilité sont appliqués. L'application de ces critères, comme dans ce cas précis, est conforme à la Loi sur l'instruction publique et respecte les droits des élèves et des parents dans les limites des ressources disponibles.

C441-1024 SUIVIS AUX RECOMMANDATIONS DU PNÉ – PLAINTÉ 27629

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 27629 ;

CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 27629) ;

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT

CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Annie Goudreau d'approuver les suivis ci-dessous aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 27629).

R1 : Analyser la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves afin de s'assurer qu'elle respecte l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique, notamment l'aspect de la disproportion du critère de stabilité relevée ci-haut sur les deux autres critères énoncés à l'article, et la corriger, le cas échéant;

Le CSSD compte analyser sa Politique actuelle d'admission et d'inscription annuelle des élèves au regard de l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique et ses implications. Le cas échéant, des consultations seront effectuées auprès des instances concernées et des modifications à la Politique seront proposées au conseil d'administration pour une éventuelle adoption.

R2 : Informer la protectrice régionale de l'élève de l'analyse et, le cas échéant, des corrections effectuées à la Politique, dès leur achèvement;

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

R3 : Adopter, le cas échéant, la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Après analyse et consultations auprès des instances concernées, le CSSD compte, le cas échéant, adopter la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE : #27961

Contexte : Le rapport examine une plainte d'un parent qui conteste également le transfert de son enfant dans une autre école en raison d'un dépassement de la capacité d'accueil. Le parent souhaitait que son enfant continue de fréquenter l'école de son choix.

Conclusion : Le Protecteur national de l'élève conclut que le transfert est justifié par le respect des critères d'inscription appliqués par le CSS. Bien que le droit au choix de l'école soit reconnu par

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

la Loi sur l'instruction publique, ce droit est soumis à des contraintes matérielles et organisationnelles. Dans ce cas, la décision de transférer l'élève dans une autre école respecte les critères légaux de priorisation, tels que la proximité, la fratrie, et la stabilité.

C442-1024 SUIVIS AUX RECOMMANDATIONS DU PNÉ – PLAINTÉ 27961

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 27961 ;

CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 27961) ;

CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Stéphanie Bourbonnais d'approuver les suivis ci-dessous aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 27961).

R1 : Analyser la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves afin de s'assurer qu'elle respecte l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique, notamment l'aspect de la disproportion du critère de stabilité relevée ci-haut sur les deux autres critères énoncés à l'article, et la corriger, le cas échéant.

Le CSSD compte analyser sa Politique actuelle d'admission et d'inscription annuelle des élèves au regard de l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique et ses implications. Le cas échéant, des consultations seront effectuées auprès des instances concernées et des modifications à la Politique seront proposées au conseil d'administration pour une éventuelle adoption.

R2 : Informer la protectrice régionale de l'élève de l'analyse et, le cas échéant, des corrections effectuées à la Politique, dès leur achèvement.

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

R3 : Adopter, le cas échéant, la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT

JA
JA

Après analyse et consultations auprès des instances concernées, le CSSD compte, le cas échéant, adopter la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSIONS CONCERNANT LA REQUÊTE # 28095

Contexte : Ce rapport traite également d'un transfert scolaire dû à une capacité excédée dans l'école de choix du parent. Le parent conteste cette décision, estimant que son enfant devrait rester dans l'école choisie.

Conclusion : Comme pour les autres cas de dépassement de capacité, le Protecteur national de l'élève conclut que la décision de transfert est conforme aux critères d'inscription établis par le CSS. Ces critères, notamment la proximité, la fratrie, et la stabilité, sont appliqués pour assurer une répartition équitable des élèves, dans les limites des ressources disponibles.

C443-1024 SUIVIS AUX RECOMMANDATIONS DU PNÉ – PLAINTÉ 28095

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 28095 ;

CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28095) ;


CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Gilles Morisset d'approuver les suivis ci-dessous aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28095).

R1 : S'assurer que l'école de destination rencontre les parents, idéalement avant la rentrée scolaire, afin d'assurer la continuité de l'application du plan d'intervention déjà mis en place.

Pour garantir une transition harmonieuse et maintenir l'efficacité du plan d'intervention existant, l'école organisera une rencontre avec les parents avant le début de l'année scolaire. Cette démarche permettra de s'assurer que toutes les parties prenantes sont alignées sur les objectifs et les stratégies du plan, et d'éviter toute interruption dans le soutien apporté à l'élève. Une telle rencontre renforce également la collaboration entre l'école et la famille, facilitant ainsi l'accompagnement de l'élève dans son parcours éducatif.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

R2 : Informer la protectrice régionale de l'élève du suivi de la mise en application du plan d'intervention à la nouvelle école.

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSION DE LA REQUÊTE #28145

Contexte : Une autre plainte concerne un transfert d'élève en raison d'une capacité excédée dans une école de choix pour l'année 2024-2025.

Conclusion : Le Protecteur national de l'élève conclut que les critères de priorisation utilisés par le CSS, notamment la proximité, la fratrie et la stabilité, ont été respectés. Le rapport souligne que ces critères sont appliqués de manière équitable pour gérer les demandes lorsque la capacité d'accueil d'une école est excédée. Le parent ne peut donc exiger que son enfant reste dans l'école de choix si ces critères ne sont pas remplis.

C444-1024 SUIVIS AUX RECOMMANDATIONS DU PNÉ – PLAINTÉ 28145

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 28145 ;

CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28145) ;

CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Marie-France Joannisse d'approuver les suivis ci-dessous aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28145).

R1 : Accorder trois années d'ancienneté à l'élève en prévision de la rentrée 2025-2026 afin d'augmenter ses chances de demeurer à l'école jusqu'à la fin de son primaire.

L'école de territoire de l'élève sera modifiée dès cette année. Cet élément permettra d'assurer une certaine stabilité de son parcours scolaire, conformément aux éléments mentionnés dans le rapport. Cependant, l'élève ne pourra pas bénéficier d'un facteur de protection tel que défini dans la politique actuelle, puisqu'il n'a pas fréquenté son école de territoire au moins une journée. Dans

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT

l'éventualité d'une révision de la politique d'admission et d'inscription des élèves, l'élève pourra bénéficier des points accordés selon les nouveaux termes de la politique dès 2024-2025, en prévision de l'année scolaire 2025-2026.

R2 : Analyser la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves afin de s'assurer qu'elle respecte l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique, notamment l'aspect de la disproportion du critère de stabilité relevée ci-haut sur les deux autres critères énoncés à l'article, et la corriger, le cas échéant.

Le CSSD compte analyser sa Politique actuelle d'admission et d'inscription annuelle des élèves au regard de l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique et ses implications. Le cas échéant, des consultations seront effectuées auprès des instances concernées et des modifications à la Politique seront proposées au conseil d'administration pour une éventuelle adoption.

R3 : Informer la protectrice régionale de l'élève de l'analyse et, le cas échéant, des corrections effectuées à la Politique, dès leur achèvement.

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

R4 : Adopter, le cas échéant, la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Après analyse et consultations auprès des instances concernées, le CSSD compte, le cas échéant, adopter la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSION DE LA REQUÊTE #28273

Contexte : Un parent conteste le transfert de son enfant à une autre école pour l'année 2024-2025, arguant que son enfant devrait pouvoir rester dans l'école initialement choisie.

Conclusion : Le Protecteur national de l'élève conclut que le Centre de services scolaire a correctement appliqué les critères de priorisation prévus par la loi, notamment en matière de proximité, fratrie et stabilité. Bien que le parent souhaite que son enfant reste dans l'école de choix, la décision de transfert est conforme aux règles d'inscription en cas de capacité excédée.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

INITIALES DU PRÉSIDENT

CONSIDÉRANT la plainte soumise à l'égard du Centre de services scolaire des Draveurs ; N/Réf. 28273 ;

CONSIDÉRANT les recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28273) ;

CONSIDÉRANT l'article 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève stipulant que le centre de services scolaire ou l'établissement d'enseignement privé doit informer par écrit le plaignant et le protecteur régional de l'élève des suites qu'il entend y donner et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite ;

IL EST PROPOSÉ PAR Marc Pérusse d'approuver les suivis aux recommandations émises par la protectrice régionale de l'élève dans son rapport d'enquête (conclusions # 28273).

R1 : Analyser la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves afin de s'assurer qu'elle respecte l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique, notamment l'aspect de la disproportion du critère de stabilité relevée ci-haut sur les deux autres critères énoncés à l'article, et la corriger, le cas échéant.

Le CSSD compte analyser sa Politique actuelle d'admission et d'inscription annuelle des élèves au regard de l'article 239 de la Loi sur l'instruction publique et ses implications. Le cas échéant, des consultations seront effectuées auprès des instances concernées et des modifications à la Politique seront proposées au conseil d'administration pour une éventuelle adoption.

R2 : Informer la protectrice régionale de l'élève de l'analyse et, le cas échéant, des corrections effectuées à la Politique, dès leur achèvement.

Le CSSD ne compte pas suivre cette recommandation. Le CSSD estime, selon l'interprétation des articles 44 et 45 de la Loi sur le protecteur national de l'élève, que lorsque la protectrice régionale formule ses conclusions et recommandations, son mandat à l'égard de la plainte est terminé. Elle est alors dessaisie, sauf pour recevoir l'écrit du CSSD l'informant des suites qu'il entend donner à ses recommandations et, le cas échéant, des motifs justifiant tout refus d'y donner suite.

R3 : Adopter, le cas échéant, la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Après analyse et consultations auprès des instances concernées, le CSSD compte, le cas échéant, adopter la Politique d'admission et d'inscription annuelle des élèves révisée, et ce, au plus tard 15 jours avant le début de la prochaine période d'inscription dans ses écoles pour l'année scolaire 2025-2026.

Adopté à l'unanimité

CONCLUSION DE LA REQUÊTE #29167

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
INITIALES DU PRÉSIDENT

[Signature]
[Signature]

Contexte : Ce rapport concerne une plainte liée à la gestion d'une situation de violence à caractère sexuel impliquant un enseignant et une élève. Le parent souhaitait s'assurer que toutes les mesures appropriées avaient été prises pour garantir la sécurité de sa fille.

Conclusion : Le Protecteur national de l'élève conclut que l'école et le CSS ont suivi les protocoles de manière adéquate. Les démarches incluaient la mise en place de mesures immédiates pour assurer la sécurité de l'élève, notamment la séparation de l'enseignant concerné et le signalement à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Une enquête administrative a également été menée conformément aux règles en vigueur.

CONCLUSION DE LA REQUÊTE #30647

Contexte : Une plainte avait été déposée concernant la réintégration d'une élève dans son école. La plainte portait sur des aspects du processus de réintégration.

Conclusion : Le Protecteur de l'élève informe que la requête est désormais classée, car l'objectif a été atteint : l'élève réintégrera son école à partir du 23 septembre 2024. L'organisme souligne que toutes les informations pertinentes ont été consignées et que les démarches entreprises ont satisfait les attentes de la plaignante.

C446-1024 SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DE RÉPARTITION DES RESSOURCES

CONSIDÉRANT que le règlement 50-42-02 « Délégation de certaines fonctions et de certains pouvoirs » délègue à la direction générale le pouvoir d'instituer un comité de répartition des ressources;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 193.3 de la Loi sur l'instruction publique, le comité de répartition des ressources a pour fonction de faire des recommandations au conseil d'administration du centre de services scolaire en vue d'établir les objectifs et les principes de la répartition annuelle des revenus conformément à l'article 275, de déterminer cette répartition conformément à l'article 275.1, incluant les critères servant à déterminer les montants alloués, et de déterminer la répartition des services éducatifs complémentaires conformément à l'article 261;



CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 193.4 de la Loi sur l'instruction publique, le comité de répartition des ressources doit faire annuellement une recommandation au conseil d'administration quant à l'affectation des surplus des établissements d'enseignement du centre de services scolaire conformément à l'article 96.24;

CONSIDÉRANT les recommandations du comité de répartition des ressources;

IL EST PROPOSÉ par Paul Loyer d'adopter la recommandation émise par le comité de répartition des ressources ci-dessous.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
INITIALES DU PRÉSIDENT

Programme ATE - Service de garde en milieu scolaire

Le comité de répartition des ressources (CRR) recommande de reconduire le projet, en collaboration avec la Formation professionnelle en Outaouais, afin d'y admettre entre 20 et 25 élèves selon l'analyse des besoins réalisée par le Service des ressources humaines et des communications. Le coût total estimé variera entre 115 191 \$ et 143 989 \$. Le CRR recommande d'intégrer ces dépenses à la prévision budgétaire 2025-2026.

On demande si le projet de secrétariat donne de bons résultats. On répond qu'à ce jour, la rétroaction est très bonne et que les élèves et les directions sont enchantés du lien entre la théorie et la pratique. La rétroaction pour le projet pour les éducatrices en service de garde est aussi très positive.

Adopté à l'unanimité

ACTIONS DU CSSD EN LIEN AVEC LA SITUATION DE L'ÉCOLE BEDFORD

Un membre du conseil d'administration a posé une question concernant les mesures prises par le CSSD pour éviter la répétition d'événements similaires à ceux observés dans le cas de l'école Bedford. En réponse, les représentants du CSSD ont décrit les actions et protocoles mis en place pour prévenir et gérer de telles situations.

Il a été expliqué que, lorsqu'un conflit survient entre des membres du personnel ou entre un membre du personnel et la direction, le CSSD initie une enquête impartiale en mandatant un intervenant neutre. Celui-ci est chargé de produire un rapport détaillé comprenant un état de la situation ainsi que des recommandations adaptées au contexte.

De plus, une entente existe entre le CSSD et les syndicats, permettant au CSSD de placer temporairement un employé en assignation à domicile, avec solde, pendant la durée de l'enquête. Cette mesure vise à protéger toutes les parties impliquées jusqu'à ce qu'une décision disciplinaire éventuelle puisse être prise.

Les membres du personnel ont également pour obligation de lire les politiques du CSSD et de signer une déclaration attestant de leur compréhension de ces politiques. Par ailleurs, le CSSD organise régulièrement plusieurs formations pour renforcer les connaissances et les pratiques professionnelles. À ce titre, une directrice, Mme Stéphanie Bourbonnais, a été libérée de ses fonctions habituelles pour accompagner et soutenir les directions d'établissement dans leurs responsabilités.

Deux membres du personnel ont également été libérés pour participer activement au comité de la CNESST, ce qui renforce l'engagement du CSSD en matière de santé et de sécurité au travail. Enfin, un comité régional sur la civilité a été créé dans le but de promouvoir le respect et la civilité dans les relations professionnelles. Ce comité aura notamment pour mandat de déployer une campagne de sensibilisation auprès des employés du CSSD, en vue d'instaurer un environnement de travail sain et respectueux.

**Procès-verbal du conseil d'administration
du Centre de services scolaire des Draveurs
21 octobre 2024**

INITIALES DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL 
INITIALES DU PRÉSIDENT 

RAPPORT DES ACTIVITÉS DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Les membres prennent connaissance des activités de la directrice générale.

Un membre du conseil d'administration a posé une question concernant la participation de la directrice générale, Mme Manon Dufour, à l'événement « Journée des Sénateurs » au Centre Slush Puppie. Mme Dufour a précisé qu'elle siège au conseil d'administration de Vision multi-sport Outaouais et qu'à ce titre, elle a effectué une journée de bénévolat au Centre Slush Puppie, partenaire de Vision multi-sport, lors de l'événement organisé par le club de hockey des Sénateurs d'Ottawa.

DÉCISIONS PRISES PAR LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

<https://www.cssd.gouv.qc.ca/centre-services-scolaire-draveurs/decisions-de-la-directrice-generale>

DATE, HEURE ET LIEU DE LA PROCHAINE SÉANCE

La prochaine séance du conseil d'administration aura lieu le 16 décembre 2024 à 18 h 30.

C447-1024 CLÔTURE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ par Marie-France Joanisse de mettre fin à la séance. Il est 19 h 52.

Adopté à l'unanimité


Christian Laforest
Secrétaire général


Jérôme Maltais
Président